

Rapport annuel Jahresbericht

—
2023



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal des mesures de contrainte TMC
Zwangsmassnahmengericht ZMG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Tribunal des mesures de contrainte	4
1.1.1	Partie générale	4

1.1	Zwangsmassnahmengericht	9
1.1.1	Allgemeiner Teil	9
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	14

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2023 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 6 février 2024

1.1 Tribunal des mesures de contrainte

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il traite les procédures de levée de scellés. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, IMSI-catcher, GovWare, investigation secrète (agent infiltré), requête d'anonymat, prélèvement d'échantillons lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées et recherches en cas d'urgence, etc.]. Il est également compétent pour statuer sur une demande d'examen des conditions de détention.

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ (détention administrative, mandat de perquisition, etc.).

Sa compétence s'étend à l'ensemble du canton. Il traite de cas s'appliquant tant aux majeurs qu'aux mineurs.

1.1.1.2 Remarques générales

1.1.1.2.1 Juges

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022	2023
Maradan Delphine	Juge	0.5	1	1
Barras Géraldine	Juge	0.5	0.6	0.6
Walter Sonja	Juge	0.5	0.6	0.6
Total EPT au 31.12.		1.5	2.2	2.2

Les trois Juges du Tribunal des mesures de contrainte exercent leur fonction à raison de 60%, respectivement 100%, avec une permanence assurée 7 jours sur 7, toute l'année. Les affaires ainsi que les permanences sont réparties proportionnellement à leur taux d'activité.

Au moment de fixer les objectifs du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, les affaires n'étaient pas aussi nombreuses, les domaines de compétence moins étendus. Les procédures administratives, ainsi que les procédures de levée de scellés, procédures complexes qui peuvent occuper le Magistrat durant plusieurs mois, voire des années ont atteint un niveau très élevé. On peut s'attendre à ce que la tendance, dans ces deux domaines, se poursuivent. En outre, les causes en allemand ont explosé, augmentant de près de 50%, représentant en 2023 la moitié des affaires traitées par la Juge alémanique.

Juges suppléant-es au 31.12.2023

- > Adeline Corpataux
 - > Ludovic Farine
 - > Caroline Gauch
 - > Peter Stoller
-

Adeline Corpataux, Caroline Gauch et Peter Stoller, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, Greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, sont juges suppléants. Durant l'année 2023, il a été fait appel à quatre reprises à Ludovic Farine pour traiter des dossiers en français et également à quatre reprises à Peter Stoller pour traiter des dossiers en allemand. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ceux-ci étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Le Tribunal des mesures de contrainte les remercie pour leur engagement et leur disponibilité, dans des délais très courts, malgré leurs activités professionnelles respectives.

1.1.1.2.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2021	2022	2023
Total EPT Greffiers-chefs (poste permanents)	0	0	1
Total EPT Greffiers (postes permanents)	0.8	1.5	0.5
Total EPT Stagiaires juristes	1	1	1
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	1	1.7	1.7
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs (MPC3+1 et apprenti)	0	2	2
Total	2.8	6.2	6.2

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le poste des Greffiers, de 1.5 EPT, a été transformé en poste de Greffiers (0.5 EPT) et Greffiers-chefs en job sharing (1 EPT), solution judicieuse, qui a permis une meilleure répartition de la charge de travail, notamment administrative, des trois Juges. Renaud Chardonnens est ainsi engagé à raison de 0.2 EPT en qualité de Greffier et 0.5 EPT en qualité de Greffier-chef. Sylvain Keller est engagé à raison de 0.3 EPT en qualité de Greffier et 0.5 EPT en qualité de Greffier-chef.

Au niveau du secrétariat, le poste de 1.7 EPT est resté inchangé. Il est réparti entre trois collaboratrices, Sultan Ulukütük, engagée à 0.5 EPT, Inès Garcia, engagée à 0.8 EPT, lesquelles exercent leurs activités en français, et Nicole Boillat-Mayer, engagée à 0.4 EPT, qui exerce son activité principalement en allemand.

S'y ajoutent un greffier-stagiaire et un stagiaire MPC 3+1 (maturité professionnelle commerciale, plus une année de stage). Un apprenti a également travaillé au sein du Tribunal des mesures de contrainte du 1^{er} août 2022 au 31 août 2023. L'apport de ces personnes est certes utile, mais dès lors qu'elles sont en formation, et génèrent une forte rotation du personnel, elles nécessitent un travail d'encadrement non négligeable, tant par le personnel administratif que par les juges.

Le remplacement au secrétariat d'Inès Garcia, en arrêt maladie durant six semaines, a partiellement été assuré par Ashvien Yogaragh, ancien stagiaire MPC 3+1 auprès du Tribunal.

1.1.1.2.3 Locaux

S'agissant des locaux, des démarches sont toujours en cours pour un déménagement du Tribunal. Les bureaux ne sont que peu fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité. Une solution a pu être trouvée en avril 2023 avec le Conseil de la magistrature, qui a cédé ses bureaux du 1^e étage du bâtiment au Tribunal, qui était beaucoup trop à l'étroit. Le Tribunal remercie vivement le Conseil de la magistrature.

Les locaux ne sont toujours pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal, qui, pour l'heure, continue d'utiliser une salle d'audience mise à disposition par d'autres autorités judiciaires, selon leurs disponibilités, ce qui permet d'assurer le bon fonctionnement du Tribunal dans des conditions conformes au droit, ce qui satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment, discrétion du

transport du prévenu), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Cette solution implique néanmoins le déplacement systématique du Juge et du collaborateur l'accompagnant, plusieurs fois par semaine, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent en revanche l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités.

Un PC complet consacré au tri des scellés, avec logiciel adéquat, a été installé au Tribunal des mesures de contrainte et est opérationnel depuis octobre 2023. Il permet un gain de temps et d'efficacité dans le tri des scellés. Le travail du juge des scellés sera grandement facilité.

1.1.1.3 Activité juridictionnelle

1.1.1.3.1 Remarques générales

Après une stabilité de l'activité juridictionnelle en 2022, celle-ci a repris de manière significative.

En 2023, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 869 nouvelles affaires, soit 158 affaires de plus qu'en 2022, ce qui correspond à une augmentation de plus de 22% du nombre d'affaires en une année. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires enregistrées a toujours progressé, augmentant en moyenne de 34%, qui résulte de la comparaison entre la moyenne de 2012 à 2023, d'une part, et le chiffre de 2011, d'autre part.

Le Tribunal des mesures de contrainte remercie vivement la DSJS, le SJ et le Conseil de la magistrature du soutien apporté qui permet de juguler la charge de travail croissante. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), il est relevé que les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience.

Pour sa 13^{ème} année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 869 nouvelles affaires (2022 : 711 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 7 affaires pendantes au 31 décembre 2022, 24 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2023. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 852 (2022 : 718 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672) affaires liquidées, 747 (2022 : 631 ; 2021 : 774 ; 2020 : 611 ; 2019 : 617 ; 2018 : 604) ont été traitées en français et 105 (2022 : 87 ; 2021 : 56 ; 2020 : 23 ; 2019 : 71 ; 2018 : 68) en allemand, soit 87.6% en français et 12.4% en allemand. Les dossiers traités en allemand le sont intégralement par Sonja Walter, ce qui représente 44% des dossiers traités par Sonja Walter en 2023. Elle a ainsi traité 100 dossiers en allemand et 128 dossiers traités en français. 4 affaires (2022 : 2 ; 2021 : 2 ; 2020 : 1 ; 2019 : 8) ont été liquidées par les Juges suppléants. Compte tenu de l'augmentation croissante des dossiers (158 dossiers ouverts de plus par rapport à l'année 2022), du fait que presque la moitié des dossiers traités par Sonja Walter le sont en allemand, qu'elle est seule à rédiger en allemand, aucun autre collaborateur du Tribunal des mesures de contrainte ne maîtrisant suffisamment cette langue, du fait de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures) et du fait que le recours aux Juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, il devient difficile de juguler la charge de travail croissante avec les ressources actuellement disponible pour traiter les dossiers en allemand. En outre, comme il sera relevé ci-dessous, le nombre de dossiers de scellés a en moyenne, sur les 9 dernières années, augmenté de 400% et sur les 11 dossiers de scellés ouverts en 2023, 6 le sont en allemand, alors que sur les 26 dossiers ouverts entre 2014 et 2022, seuls 5 étaient en allemand, ce qui représente donc, dans le cadre des procédures relatives aux scellés, une augmentation de 250% en 2023, par rapport à la moyenne des années entre 2014 et 2022. Le système a atteint ses limites et un renforcement au niveau du greffe pour traiter les dossiers en allemand semble indispensable.

Le Tribunal des mesures de contrainte a tenu 75 audiences (2022 : 77 ; 2021 : 84 ; 2020 : 76 ; 2019 : 105 ; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention avant jugement et les demandes de prolongation et de libération de détention, l'autorisation des mesures de surveillance secrètes et les procédures de levée des scellés constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. A l'instar du nombre d'affaires en général, le nombre d'ordonnances en matière de détention a légèrement augmenté en 2023 et reste plus élevé que la moyenne des années précédentes (2023 : 502 ; 2022 : 448 ; 2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Il en va de même en ce qui concerne le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques (2023 : 195 ; 2022 : 145 ; 2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Le nombre d'affaires de levée de scellés est de 14 pendantes au 31 décembre 2023, dont 9 ouvertes en 2023, 3 ouvertes en 2022, 2 ouvertes en 2020 (2022 : 7 ; 2021 : 4 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Vu l'ampleur des dossiers et le nombre de documents à trier, le Juge devant se prononcer sur chaque pièce, ces procédures sont chronophages et demandent un énorme investissement. Les modifications du CPP, au 01.01.2024, prévoient une extension des personnes légitimées à demander les scellés et une complexification de la procédure. Le Tribunal des mesures de contrainte nourrit d'énormes des craintes par rapport à ces modifications, vu que le traitement des scellés reste problématique. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires de scellés enregistrées a toujours progressé. Il a doublé par rapport à l'année passée et augmenté de 400%, par rapport à la moyenne résultant de la comparaison des chiffres de 2014 à 2022, d'une part, et le chiffre de 2023, d'autre part (2023 : 11 ; 2022 : 5 ; 2021 : 5 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 2 ; 2016 : 2 ; 2015 : 1 ; 2014 : 3). Comme relevé ci-dessus, le Tribunal des mesures de contrainte est maintenant équipé d'un PC complet consacré au tri des scellés, ce qui permettra une efficacité non négligeable dans le traitement des scellés.

En 2023, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 20 (2022 : 21 ; 2021 : 26 ; 2020 : 30) recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. Aucun recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal n'étaient pendants au 1^{er} janvier 2023. Sur les 20 arrêts rendus par ladite Chambre pénale en 2023, 15 recours ont été rejetés, 1 recours a été retiré et 3 sont devenus sans objet. Une affaire a été déferée au Tribunal fédéral. Ledit recours a été déclaré irrecevable.

1.1.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants. Après une année 2020 marquée par une diminution du nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal, puis une année 2021 marquée par une augmentation, et une année 2022 marquée par légère diminution, le nombre de détentions contrôlées en 2023 a, à nouveau, augmenté (2023 : 61 ; 2022 : 46 ; 2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Le nombre d'assistances judiciaires demandées a presque doublé par rapport à 2021 ; étant précisé qu'en 2021, le nombre avait triplé par rapport à celui de 2020 (2023 : 67 ; 2022 : 62 ; 2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16). Cette augmentation génère automatiquement une charge de travail supplémentaire non négligeable, et engendre une augmentation des demandes de contrôle de la légalité et de l'adéquation de la détention ordonnée. La détention étant ordonnée par une autorité administrative, il revient au Tribunal des mesures de contrainte de la contrôler.

En 2023, cinq décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal. 2 recours ont été admis, 1 recours a été rejeté et 1 recours est devenu sans objet. 1 recours était toujours pendant au 31 décembre 2023.

1.1.1.4 Divers

La Juge Géraldine Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle est responsable de la formation du stagiaire MPC 3+1 et de l'apprenti, en collaboration avec les secrétaires formatrices.

La Juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès d'e-justice, du Dialogue Justice-Santé et de la Chaîne pénale. Elle a représenté en 2023 le Tribunal des mesures de contrainte dans le groupe de travail « nouveau droit des scellés » des Tribunaux des mesures de contrainte romands.

La Juge Sonja Walter est responsable informatique pour le TMC.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année.

1.1 Zwangsmassnahmengericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet Untersuchungs- und Sicherheitshaft an und kontrolliert deren Rechtmässigkeit. In dessen Kompetenz fällt ebenfalls die Behandlung von Entsiegelungsverfahren. Weiter ist es zuständig für die Anordnung, Genehmigung oder Ablehnung anderer Zwangsmassnahmen [Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und anderer technischer Massnahmen, IMSI-Catcher, GovWare, verdeckte Ermittlungen (verdeckte Ermittler), Anträge auf Anonymität, Probeentnahmen bei Grossfahndungen, Fahndungen verurteilter Personen, Überwachungsanordnungen in Fällen der Suche nach verurteilten oder vermissten Personen in einem Notfall etc.]. Es ist auch für die Behandlung von Anträgen auf Überprüfung von Haftbedingungen zuständig.

Unabhängig von seinen Befugnissen im Bereich des Strafrechts entscheidet es über Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts, wenn die Angelegenheit gemäss Art. 74 JG von einer richterlichen Behörde beurteilt werden muss (Administrativhaft, Durchsuchungsbefehl usw.).

Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf den gesamten Kanton. Es befasst sich mit Fällen, die sowohl Erwachsene als auch Minderjährige betreffen.

1.1.1.2 Allgemeine Bemerkungen

1.1.1.2.1 Richter/-innen

Berufsrichter/-innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2021	2022	2023
Maradan Delphine	Richterin	0.5	1	1
Barras Géraldine	Richterin	0.5	0.6	0.6
Walter Sonja	Richterin	0.5	0.6	0.6
Total VZÄ am 31.12.		1.5	2.2	2.2

Die drei Richterinnen des Zwangsmassnahmengerichts üben Ihre Tätigkeit zu einem Beschäftigungsgrad von je 60% bzw. 100% aus und stellen während des ganzen Jahres einen Pikettdienst von 7 auf 7 Tagen sicher. Die Zuteilung der Dossiers, sowie der Piketteinsätze erfolgt im Verhältnis zum jeweiligen Beschäftigungsgrad der Richterinnen.

Als im Jahr 2011 die Aufgabenbereiche des Zwangsmassnahmengerichts festgelegt wurden, gab es anzahlmässig weniger Gesuche, die Tätigkeitbereiche des Gerichts waren weniger umfangreich. Die ausländerrechtlichen Administrativverfahren, sowie die Entsiegelungsverfahren, bei welchen es sich um komplexe Verfahren handelt, die einen Magistraten über mehrere Monate, respektive Jahre beschäftigen können, haben anzahlmässig ein sehr hohes Niveau erreicht. Es ist davon auszugehen, dass die Anzahl der Gesuche in diesen beiden vorgenannten Bereichen zunehmen wird. Zudem ist die Anzahl der deutschen Gesuche ebenfalls massiv, namentlich um circa 50%, gestiegen. Dies stellt ungefähr die Hälfte der von der deutschsprachigen Richterin behandelten Fälle dar.

Ersatzrichter/-innen am 31.12.2023

- > Adeline Corpataux
 - > Ludovic Farine
-

Ersatzrichter/-innen am 31.12.2023

- > Caroline Gauch
 - > Peter Stoller
-

Die erstinstanzlich tätigen Gerichtspräsidenten Adeline Corpataux, Caroline Gauch und Peter Steller sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht, sind die Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts. Im Jahr 2023 wurde Ludovic Farine viermal für die Behandlung von Dossiers in französischer Sprache und Peter Stoller ebenfalls viermal für die Behandlung von Dossiers in deutscher Sprache beigezogen. Der Einsatz der Ersatzrichter ist nur in Ausnahmefällen möglich, da diese bereits durch ihre eigenen Funktionen und Ämter stark beansprucht werden. Das Zwangsmassnahmengericht dankt den Ersatzrichtern für Ihre Bereitschaft, trotz ihrer jeweiligen beruflichen Tätigkeiten, stets kurzfristig zur Verfügung zu stehen.

1.1.1.2.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2021	2022	2023
Total VZÄ Chefgerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	0	0	1
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	0.8	1.5	0.5
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	1	1	1
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	1	1.7	1.7
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende (HMS 3+1 und der Auszubildende)	0	2	2
Total	2.8	6.2	6.2

Die Stelle der Gerichtsschreiber von 1.5 VZÄ wurde ab dem 1. Januar 2023 in eine Stelle für Gerichtsschreiber (0.5 VZÄ) und eine Stelle für Chefgerichtsschreiber (1 VZÄ) umgewandelt, diese werden in einem Jobsharing aufgeteilt. Diese sinnvolle Lösung ermöglicht es, die Arbeitslast besonders in Bezug auf die administrativen Aufgaben aufzuteilen und die drei Richterinnen diesbezüglich zu entlasten. Renaud Chardonnens ist mit 0,2 VZÄ als Gerichtsschreiber und 0,5 VZÄ als Chefgerichtsschreiber tätig. Sylvain Keller ist mit 0.3 VZÄ als Gerichtsschreiber und mit 0.5 VZÄ als Chefgerichtsschreiber tätig.

Im Sekretariat blieb die Stelle mit 1.7 VZÄ unverändert. Die Stellenprozente wurden auf drei Personen aufgeteilt: Sultan Ulukütük und Inès Garcia üben ihre Tätigkeit in französischer Sprache zu je 50% und 80 % aus. Nicole Boillat-Mayer übt ihre Tätigkeit hauptsächlich in deutscher Sprache, zu 40%, aus.

Das Zwangsmassnahmengericht wird ausserdem von einem Gerichtsschreiber-Praktikanten sowie von einem Praktikanten des Ausbildungsganges «3+1» (kaufmännische Berufsmaturität mit einem Jahr Praktikum) unterstützt. Vom 1. August 2022 bis zum 31. August 2023 arbeitete ebenfalls ein Lehrling beim Zwangsmassnahmengericht. Der Beitrag dieser auszubildenden Personen ist sehr nützlich, da sie sich jedoch in Ausbildung befinden und eine hohe Personalfluktuation erzeugen, erfordern sie ein erhebliches Mass an zusätzlichem Personalmanagement seitens des Verwaltungspersonals und der Richterinnen.

Die Vertretung von Inès Garcia, welche während sechs Wochen krankgeschrieben war, konnte teilweise durch Ashvien Yogaragh, ehemaliger Praktikant HMS 3+1 beim Zwangsmassnahmengericht, sichergestellt werden.

1.1.1.2.3 Räumlichkeiten

In Bezug auf die Lokalitäten, werden nach wie vor Schritte unternommen, um den Standort des Gerichts zu verlegen. Die aktuellen Räumlichkeiten sind beengt, verfügen über keinerlei Reserveplätze, sind wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf.

Im April 2023 konnte eine Lösung mit dem Justizrat gefunden werden. Dieser hat seine Büroräumlichkeiten im ersten Stock des Gebäudes dem Zwangsmassnahmengericht, welches räumlich an seine Grenzen gestossen ist, überlassen. Das Zwangsmassnahmengericht ist dem Justizrat für die ihm gewährte Hilfe sehr dankbar.

Der aktuelle Standort umfasst hingegen nach wie vor über keinen Verhandlungssaal, welcher für das reibungslose Funktionieren des Gerichts unabdingbar wäre. Verschiedene Gerichte stellen dem Zwangsmassnahmengericht, je nach Verfügbarkeiten, Verhandlungssäle zur Verfügung. Die aktuelle Lösung erlaubt eine gute Funktionsweise des Gerichts, welche ebenfalls den gesetzesmässigen Anforderungen entspricht. Sie erfüllt auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge (gesicherter Transport, geschützter Zugang für den Gefangenentransport), gewährleistet Sicherheit und Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich die Richterinnen und Protokollführer mehrmals pro Woche verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeit- und Effizienzverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die gute Erreichbarkeit, die zentrale Lage und die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

Es konnte ein kompletter Arbeitsplatz, inklusive Software für die Behandlung der Entsiegelungsverfahren in den Räumlichkeiten des Gerichts installiert werden. Dieser ist seit Anfang Oktober 2023 operationell und wird einen Zeit- und Effizienzgewinn in der Behandlung der Entsiegelungsverfahren mit sich bringen. Die Arbeit des Entsiegelungsrichters wird dadurch erheblich erleichtert werden.

1.1.1.3 Gerichtstätigkeit

1.1.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

Nachdem sich die gerichtliche Tätigkeit im Jahr 2022 stabilisiert hatte, hat diese im Jahr 2023 erheblich zugenommen.

Im Jahr 2023 wurden beim Zwangsmassnahmengericht 869 neue Gesuche eingereicht. Dies sind 158 Fälle mehr als 2022, was einer Zunahme von mehr als 22% innerhalb eines Jahres entspricht. Seit der Gründung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 ist die Anzahl der registrierten Fälle jedoch stets gestiegen und hat sich im Gesamtdurchschnitt um 34% erhöht. Diese Prozentzahl ergibt sich aus dem Vergleich des Durchschnitts der Jahreszahlen zwischen 2012 bis 2023 auf der einen Seite und der Anzahl der Gesuche im Jahr 2011 auf der anderen Seite.

Das Zwangsmassnahmengericht dankt der SJSD und dem Justizrat für deren Unterstützung. Dank der zusätzlich gewährten Ressourcen ist die stets zunehmende Arbeitsbelastung des Gerichts besser zu bewältigen. Angesichts der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit im Rahmen von Haftanträgen, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (zwischen 48 und 96 Stunden), bearbeitet werden müssen, widmen die drei Richterinnen regelmässig einen Teil ihrer Wochenenden für Urteilsfällungen und die Redaktion der Entscheide, gegebenenfalls mit Anhörung.

In seinem dreizehnten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht 869 neue Angelegenheiten registriert (2022: 711; 2021: 830; 2020: 634, 2019: 688; 2018: 672; 2017: 897; 2016: 915; 2015: 759; 2014: 777; 2013: 797; 2012: 735; 2011: 574). Zusätzlich zu den 7 Fällen, die am 31. Dezember 2022 hängig waren, waren am 31. Dezember 2023 24 Fälle hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 852 (2022: 718; 2021: 830; 2020:634; 2019: 688; 2018: 672) erledigten Angelegenheiten waren 747 (2022: 631; 2021: 774; 2020: 611; 2019: 617; 2018: 604) in französischer und 105 (2022: 87; 2021: 56; 2020: 23; 2019: 71; 2018: 68) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 87.6% auf Französisch und 12.4% auf Deutsch. Alle deutschen Dossiers wurden vollständig von Sonja Walter bearbeitet. Dies entspricht 44% der Fälle, die Sonja Walter im Jahr 2023

bearbeitet hat (100 bearbeitete Fälle auf Deutsch und 128 bearbeitete Fälle auf Französisch). 4 Fälle (2022: 2; 2021: 2; 2020: 1; 2019: 8) wurden von den Ersatzrichtern erledigt. Aufgrund der zunehmenden Anzahl der Dossiers (158 zusätzliche offene Dossiers im Vergleich zum Jahr 2022), der Tatsache, dass ungefähr die Hälfte der von Sonja Walter bearbeiteten Gesuche in deutscher Sprache behandelt werden, dass sie für die Bearbeitung der Dossiers auf Deutsch über keinerlei Unterstützung verfügt - da kein anderer Mitarbeiter des Zwangsmassnahmengerichts diese Sprache hinreichend beherrscht - der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit im Rahmen von Haftanträgen, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (zwischen 48 und 96 Stunden) bearbeitet werden müssen und aufgrund der Tatsache, dass der Einsatz der Ersatzrichter nur in Ausnahmefällen möglich ist, wird es schwierig, die wachsende Arbeitsbelastung im Zusammenhang mit der Bearbeitung der Fälle in deutscher Sprache mit den derzeit verfügbaren Ressourcen einzudämmen.

Darüber hinaus (wie weiter unten ausgeführt, siehe Punkt 1.1.1.3.2) ist die Anzahl der Entsiegelungsverfahren in den letzten neun Jahren um durchschnittlich 400% gestiegen und von den 11 Dossiers, welche 2023 eröffnet worden sind, sind 6 in deutscher Sprache, während von den 26 Dossiers, die zwischen 2014 und 2022 eröffnet wurden, nur 5 auf Deutsch waren. Dies bedeutet für das Jahr 2023 in Bezug auf die Entsiegelungsverfahren somit einen Anstieg von 250%, verglichen mit dem Durchschnitt der Jahre zwischen 2014 und 2022. Das aktuelle System hat seine Limiten klar erreicht und eine Verstärkung der Gerichtsschreiberei zur Bearbeitung von Dossiers in deutscher Sprache scheint unerlässlich.

Das Zwangsmassnahmengericht hielt 75 Anhörungen ab (2022: 77; 2021: 84; 2020: 76; 2019: 105; 2018: 115; 2017: 129; 2016: 128).

1.1.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft, Sicherheitshaft und die Anordnung von Ersatzmassnahmen sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmaßnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Sowie die Anzahl der Gesuche im Allgemeinen ist die Anzahl der Haftanordnungen im Jahr 2023 leicht angestiegen und liegt über dem Durchschnitt der vorherigen Jahre (2023: 502; 2022: 448; 2021: 539; 2020: 417; 2019: 438; 2018: 425; 2017: 573; 2016: 525; 2015: 442; 2014: 462). Gleich verhält es sich mit der Anzahl geheimer Überwachungsmaßnahmen, insbesondere den Telefonüberwachungen (2023: 195; 2022: 145; 2021: 159; 2020: 141; 2019: 160; 2018: 152; 2017: 245; 2016: 283; 2015: 234; 2014: 206; 2013: 232; 2012: 229; 2011: 144).

Am 31. Dezember 2023 waren 14 Entsiegelungsverfahren hängig, wovon 9 im Jahr 2023, 3 im Jahr 2022 und 2 im Jahr 2020 eröffnet worden sind (2022: 7; 2021: 4; 2020: 2; 2019: 2; 2018: 2; 2017: 3; 2016: 1; 2015: 3; 2014: 1). Angesichts des Aktenumfangs und der Anzahl der zu analysierenden Dokumente, wobei der Entsiegelungsrichter über jedes Aktenstück entscheiden muss, sind diese Entsiegelungsverfahren zweitaufwändig und verlangen einen enormen Einsatz. Der Entwurf der Änderung der StPO sieht eine Erweiterung der Gründe für die Berufung auf Siegelungsverfahren vor: neu könnte ein Geschäfts- oder Privatgeheimnis geltend gemacht werden.

Weiter ist für den 1.1.2024 die Erweiterung des persönlichen Anwendungsbereichs sowie eine Zunahme der Komplexität der Entsiegelungsverfahren vorgesehen. Das Zwangsmassnahmengericht äußert in Bezug auf diesen Gesetzesentwurf und in Bezug auf die Erweiterung des Anwendungsbereichs der Entsiegelungsverfahren seine Besorgnis. Generell ist festzuhalten, dass die Anzahl der registrierten Entsiegelungsverfahren seit der Gründung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 stets gestiegen ist. Diese Anzahl hat sich im Vergleich zum Vorjahr verdoppelt und ist im Gesamtdurchschnitt um 400% gestiegen, dies im Vergleich des Durchschnitts der Jahreszahlen zwischen 2014 bis 2022, auf der einen Seite und der Anzahl der Gesuche im Jahr 2023 auf der anderen Seite (2023: 11; 2022: 5; 2021: 5; 2020: 2; 2019: 2; 2018: 2; 2017: 2; 2016: 2; 2015: 1; 2014: 3). Wie bereits vorangehend erwähnt, konnte das Zwangsmassnahmengericht einen vollständig ausgestatteten Arbeitsplatz (PC inkl. der entsprechenden Software) für die Triagearbeit im Zusammenhang mit den Entsiegelungsverfahren anschaffen. Dieser wird die Effizienz bei der Behandlung der Entsiegelungsgesuche erheblich steigern.

Im Jahr 2023 ist gegen 20 Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden (2022 : 21 ; 2021 : 26 ; 2020 : 30). Am 1. Januar 2023 waren keine Beschwerden bei der Strafkammer des Kantonsgerichts hängig. Auf die 20 gefällten Urteile der Strafkammer wurden: 15 Beschwerden abgewiesen, 1 Beschwerde zurückgezogen und 3 Beschwerden als gegenstandslos abgeschrieben. Ein Fall wurde an das Bundesgericht weitergeleitet und von Letzterem als unzulässig erklärt.

1.1.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nachdem das Jahr 2020, durch einen Rückgang der Anzahl der vom Gericht kontrollierten ausländerrechtlichen Zwangsmassnahmen gekennzeichnet war, das Jahr 2021 durch einen Anstieg der Anzahl der Dossiers in diesem Bereich geprägt war und das Jahr 2022 durch einen leichten Rückgang gekennzeichnet war, ist die Anzahl der kontrollierten administrativen Haftanordnungen im Jahr 2023 wieder angestiegen (2023: 61; 2022: 46; 2021: 67; 2020: 51; 2019: 71; 2018: 81; 2017: 66; 2016: 83; 2015: 75; 2014: 90; 2013: 71; 2012: 61). Die Anzahl der behandelten Fälle in diesem Gebiet hat sich im Vergleich zum Jahr 2021 fast verdoppelt; wobei zu beachten ist, dass sich die Zahl 2021 im Vergleich zu 2020 verdreifacht hatte (2023: 67; 2022: 62; 2021: 39; 2020: 12; 2019: 16). Diese massive Erhöhung der Anzahl der eingereichten Gesuche im Ausländerrecht verursacht eine konsequente erhöhte Arbeitsbelastung seitens des Gerichts, da die Überprüfung der Rechtmässigkeit der Haftanordnung in dessen Aufgabenbereich fällt.

Im Jahr 2023 wurde gegen fünf Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht. Auf die 5 gefällten Urteile wurden: 2 Beschwerden gutgeheissen, 1 Beschwerde abgewiesen und 1 Beschwerde als gegenstandslos abgeschrieben. Ein Fall wurde an das Bundesgericht weitergezogen und von diesem als gegenstandslos abgeschrieben. 1 Beschwerde war am 31. Dezember 2023 nach wie vor beim Bundesgericht hängig.

1.1.1.4 Verschiedenes

Die Richterin Géraldine Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg. Sie ist zudem, gemeinsam mit den zuständigen Sekretärinnen, für die Ausbildungsbegleitung des Lehrlings sowie des Praktikanten des Lehrgangs «3+1» zuständig.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in den Arbeitsgruppen «e-Justice», « Dialogue Justice-Santé » und in der „Chaine pénale“. Zudem hat sie im Jahr 2023 das Zwangsmassnahmengericht in der Arbeitsgruppe «nouveau droit des scellés» der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte repräsentiert.

Die Richterin Sonja Walter ist die Informatikverantwortliche des Gerichts.

Die drei Richterinnen nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden.

1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	9	15	7
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	830	711	869
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	830	718	852
ordonnance / Verfügung	830	718	852
par un autre moyen / auf andere Weise	0	0	0
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	10	8	24

1.1.2.2 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten

	2021	2022	2023
Français / Französisch	774	631	747
Allemand / Deutsch	56	87	105
Total	830	718	852

1.1.2.3 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

1.1.2.3.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2021	2022	2023
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	830	610	720
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	539	448	502
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	17	12	16
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	159	145	195
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	0	2	4
Levée des scellés / Entsiegelung	5	2	3
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	0	1	0
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	2	0	0
Cautionnement préventif et divers / Friedensbürgschaft	0	0	0
Divers / Diverses	0	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	419	340	405
Admission partielle / teilweise Gutheissung	87	74	70
Rejet / Abweisung	19	28	28
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	0
Retrait / Rückzug	0	0	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	14	19	14
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	0	0	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmassnahmen genehmigt	159	143	193
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt	0	2	2
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt	0	0	0
Retrait / Rückzug	0	0	0
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch Unzulässig	0	0	0
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	0	2	4
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	0	0
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	1	2	1
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	4	0	0
Levée de scellés devenues sans objet pour d'autres motifs / Entsiegelung : aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten			2
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	2	0	0
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	0	0	0

1.1.2.3.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2021	2022	2023
Pendants au 01.01. / am 01.01. hängig	0	7	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	26	21	20
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	26	28	20
Pendants au 31.12. / am 31.12. hängig	0	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	4	3	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	3	0
Rejet / Abweisung	20	17	15
Retrait / Rückzug	0	0	1
Irrecevable / Nichteintreten	0	3	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	2	3

1.1.2.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2021	2022	2023
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	108	108	132
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	67	45	61
Autres mesures de contrainte administratives / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen	2	1	4
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	39	62	67
Réclamation / Einsprache	0	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2021	2022	2023
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	39	20	24
Détention administrative partiellement confirmée / teilweise Genehmigung der Administrativhaft			9
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	1	3	3
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administra- tivhaft ohne mündl. Verhandlung	22	15	17
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	4	6	8
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere ver- waltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	0	1	1
Autres mesures de contrainte admin. rejetée / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen abgewiesen			1
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos	2	0	2
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	0	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	39	62	65
AJ (avec avocat) refusé / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0	0
AJ (avec avocat) sans objet / URP (mit Anwalt) gegenstandslos	0	0	2
Réclamation admise ou rejetée / Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen	0	0	0

1.1.2.3.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2021	2022	2023
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	0	5
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	0	4
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	0	0	2
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0	0
Rejet / Abweisung	1	0	1
Retrait / Rückzug	0	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	0	1

1.1.2.3.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2021	2022	2023
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	0	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	0	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	0	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0	0
Rejet / Abweisung	0	0	0
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	0	0	1